



Communiqué de presse

78/23

Montreuil, le 24 août 2023.

PLFSS 2024 : une arnaque de plus !

Les économies se font principalement sur le dos des assuré.e.s et des bénéficiaires de la Sécurité Sociale, et sur les professionnel.le.s de la Santé et de l'Action Sociale.

En ouverture des Assises des finances publiques, le ministre de l'Economie et des Finances a indiqué qu'au moins 10 milliards d'euros d'économies ont été identifiées dans les dépenses publiques, parmi lesquelles la Sécurité sociale, la politique du logement et de l'emploi, ou encore la fiscalité des énergies fossiles.

Dans la foulée de ces annonces, il est introduit une augmentation du reste à charge sur des soins souvent de premières nécessité pour les usagers, les patient.e.s, les résident.e.s. C'est tout bonnement scandaleux !

Le principe même du doublement de la franchise médicale assortie d'une modification du plafond de reste à charge de 50 centimes à 1 euro sur les médicaments remboursés et le doublement de la participation forfaitaire de 1 à 2 euros pour chaque consultation chez le médecin est intolérable en ces temps de forte inflation.

Ces doublements de toutes les sommes non remboursables rapporteraient 1,5 milliard d'euros à la Sécurité Sociale. On est loin du principe fondateur de la Sécurité Sociale : "Chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins" !

Par ailleurs, dans sa grande générosité, après avoir fait voter 413 milliards d'euros de programmation militaire, **le gouvernement prévoit une augmentation « substantielle » du budget des hôpitaux de 2,6 % pour 2024**, alors que le minimum exigé par la Fédération Hospitalière de France est de 5 %. Au regard des retards de financements accumulés et de l'inflation, la CGT revendique une hausse de 10 % de l'ONDAM (Objectif national de dépenses d'assurance maladie) pour répondre aux besoins. Cherchez l'erreur !

La Fédération CGT de la Santé et de l'action sociale ne saurait se taire sur de tels choix, de l'argent pour la guerre, mais pas pour la santé et l'action sociale ! Ce n'est pas la société que les professionnel.le.s que nous sommes attendent de la part du gouvernement. La Santé n'est pas une marchandise, l'accès aux soins se doit d'être égalitaire pour toutes et tous ! Nous exigeons les moyens de soigner tout le monde sans discrimination. Nous exigeons du courage politique de la part des parlementaires afin que le PLFSS 2024 soit à la hauteur des besoins des usagers et des professionnel.le.s.